COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
20 au 26 avril 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Programme MASE : Coopération policière.....3

-Collaboration contre le crime organisé : plusieurs officiers d'Afrique en formation à Maurice

-[Vidéo] L'échange de renseignements au niveau régional encouragé pour combattre le crime

- Republic of Mauritius- Police officers benefitting from training on Criminal Analysis

1.2 Prix Indianocéanie.....9

- Lancement de la seconde édition du Prix Indianocéanie

-Deuxième édition : appel à ecriture

1.3 Coopération Régionale en matière de dépense armée.....12

- Zone sud de l'océan Indien – Manœuvre militaire internationale à Diana

-Coopération militaire régionale : manœuvres militaires « Varatraza » à Antsiranana

II Centres d'Intérêt

2.1 Surveillance maritime.....16

- Les Seychelles testent des drones pour surveiller la pêche illégale, ce qui pourrait réduire les coûts

le mauricien

MASE Program : Coopération policière

23 avril 2019

https://www.lemauricien.com/article/collaboration-contre-le-crime-organise-plusieurs-

Collaboration contre le crime organisé : plusieurs officiers d'Afrique en formation à Maurice



Les participants à cette formation réunis devant la Prison Training School de Beau-Bassin ce mardi 23 avril

Maurice accueille pour deux semaines une formation avancée en Criminal Analysis destinée aux officiers des forces de l'ordre de plusieurs pays d'Afrique. L'objectif de ce programme consiste à accroître la coopération policière et judiciaire dans la région en vue de mieux lutter contre le crime organisé.

Cette formation est inscrite sous le MASE Program, financé par l'Union européenne, qui est destiné à *« promote Maritime Security in the Eastern and Southern Africa and Indian Ocean Region »*. Interpol, l'East Africa Community (EAC) Secretariat et la Commission de l'océan Indien (COI) s'y sont également associés.



De gh. à dr. : La représentante d'Interpol, le DCP Taujoo, le Deputy Ambassador de l'UE, le ministre de la Justice et le Commissaire des Prisons.
Il est revenu à l'Attorney General, Maneesh Gobin, en sa capacité d'invité d'honneur, de procéder à l'ouverture de cette formation à la Prison Training School de Beau-Bassin ce matin.

Le ministre de la Justice a qualifié cette formation de *« very topical and timely »*. *« Notre région connaît une hausse dans le crime transnational, transfrontalier et organisé, que ce soit en matière de trafic de drogue, de trafic humain ou de piraterie »*, a-t-il déclaré.

« Les criminels deviennent plus sophistiqués. Les forces de l'ordre se doivent d'être doublement sophistiquées », a-t-il ajouté.

Globalité.

Maneesh Gobin a également demandé que soit étudiée la possibilité *« d'attirer les participants de pays francophones »*, où sont établis des systèmes judiciaires différents. Il a en outre plaidé pour *« la mise en place d'un protocole »* lorsqu'il s'agit d'échanger des informations avec des pays comme *« l'Angola et le Mozambique »*, où l'on parle portugais.

Le Commissaire des Prisons, Vinod Appadoo, s'est de son côté engagé à offrir le meilleur accueil aux pays visiteurs, à savoir le Rwanda, le Kenya, le Burundi, l'Uganda, la Somalie et le Soudan du Sud.

M. Onyonyi, de l'EAC Secretariat, qui officiait comme maître de cérémonie, a souhaité la participation prochaine des Seychelles à cette formation.

« Le monde n'a plus de frontière », a-t-il déclaré à la presse. Lors de son allocution, il est revenu sur les aspects de la collaboration entre l'Union européenne et les pays de cette région en matière de sécurité. Et a détaillé les composantes de cette formation visant, dit-il, à améliorer la coopération entre les pays de l'Afrique de l'Est.



M. Onyonyi, de l'EAC Secretariat, Irina Koulatchenko, représentante d'Interpol, Michal Gobalek, Deputy Ambassador de l'UE (de gh. à dr.)

Pour sa part, le Deputy Ambassador des Nations unies, Michal Gobalek, a remercié Interpol de leur soutien. *« Combattre le crime organisé n'est pas un nouveau phénomène. La menace terroriste globale actuelle est dynamique et en constante évolution. Et malheureusement, les évènements au Sri Lanka nous le rappellent encore une fois »*, a-t-il déclaré.

« Nous devons nous aussi continuer à évoluer », a-t-il plaidé.

Au total, 50 officiers des forces de l'ordre suivront cette formation de deux semaines. Ils apprendront ainsi à travailler en cohésion pour lutter contre le blanchiment d'argent, la piraterie, le trafic illicite et le crime organisé à l'échelle international.

Le but étant de faciliter tant les procédures judiciaires que les échanges d'information entre les pays d'Afrique de l'Est et de l'océan Indien. Mais aussi d'ébaucher un protocole à suivre en cas d'infractions transfrontalières.

Cette formation intervient en prélude de la tenue en juin de la conférence interministérielle sur la sécurité maritime, organisée par la COI à Maurice.

24 avril 2019

http://ionnews.mu/video-lechange-de-renseignements-au-niveau-regional-encourage-pour-

[Vidéo] L'échange de renseignements au niveau régional encouragé pour combattre le crime

Reshmee Bheemuck



Le combat contre le crime organisé passe aussi par l'échange d'informations, que ce soit sur le plan local ou entre pays. C'est ce qu'a souligné Maneesh Gobin, ministre de la Justice, lors du lancement d'un atelier de formation axé sur la sécurité maritime en Afrique de l'Est et sub-saharienne ainsi que dans l'océan Indien. Des délégués de neuf pays africains y participaient ce mardi 23 avril, au Beau-Bassin Prison Training Centre.

L'Attorney General encourage les institutions de la région à collaborer. Cela ne concerne pas que les forces policières, a fait remarquer Gobin. La Financial Intelligence Unit et la Banque centrale, a-t-il ajouté.

Vinod Appadoo, commissaire des prisons, fait ressortir ligne qu'il faut prévenir le crime. Et que la prison peut être un*«facilitateur». «Tous les criminels atterrissent en prison et beaucoup de renseignements peuvent sortir de prison»*, a-t-il fait ressortir.

Pour plus d'information voire la Vidéo :

https://www.youtube.com/watch?time_continue=1&v=IFNwYXqPTr4

25 avril 2019

https://mopays.com/2019/04/25/republic-of-mauritius-police-officers-benefitting-from-training-on-

Republic of Mauritius- Police officers benefitting from training on Criminal Analysis

GIS – 25 April 2019 : A training on Criminal Analysis for Police Officers opened on 23rd April at the Beau Bassin Prison Training Centre at the initiative of the East African Community in collaboration with the Indian Ocean Commission in presence of the Attorney General, and Minister of Justice, Human rights and Institutional Reforms, Mr Maneesh Gobin.

The advance training session which will run till 03rd May, aims at familiarising the participants with regards law enforcement, analysing risk factors and profiling movements of illicit activities. The training, held under two cohorts, will also be extended to Analysts from the East Africa region to enhance their criminal intelligence analysis capabilities through the use of analytical tools.

The training which supports the sharing and application of international best practices in analysing Criminal Statistics, will be a tool for the Criminal Justice System to have a deep study of crime in any system.

Speaking at the opening of the training programme, the Attorney General recalled the need for Law enforcement agencies to adopt intelligence/led analysis and new methods to identify, investigate, analyse and bring criminals to Court. Criminal Analysis advocates for greater cross-border and regional cooperation among countries to combat those common threats, he added.

Mr Gobin also stated that the East African Community in partnership with Interpol have been undertaking training on various aspects of investigation since February 2018. This measure, according to him, has been to combat domestic and transnational organised crime as some border areas are particularly vulnerable due to lack of internal security and where criminal activities are operating with impunity.

The training on Criminal Analysis is a fulfilment of the mandate assigned under the ESA-IO Maritime Security Project. It is being conducted with the special technical support from Interpol with the provision of sophisticated IT equipment to facilitate individual practical exercises.

Seychelles NATION

Prix Indianocéanie 2019

23 avril 2019

http://www.nation.sc/article.html?id=263214

Lancement de la seconde édition du Prix Indianocéanie

26-April-2019

Après le succès de la 1ère édition du Prix Indianocéanie, la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Organisation internationale de la Francophonie (à travers son Bureau régional), avec le soutien du Conseil départemental de la Réunion et de l'agence BlueSky, a annoncé le lancement de la seconde édition de cette compétition.

C'est donc à Antananarivo, Madagascar, que l'appel à écritures a officiellement été lancé. Ce prix met à l'honneur l'expression littéraire francophone et est ouvert aux résidents majeurs des îles de l'Indianocéanie. La date limite d'inscription et dépôt des manuscrits est fixé le 31 juillet 2019 à 16h30 heure des Seychelles.

Depuis Camille de Rauville en 1961, l'Indianocéanie évoque l'appartenance à un espace commun aux Comores, à Madagascar, à Maurice, à La Réunion et aux Seychelles. Le 32e Conseil des ministres de la COI réuni en séance le 1er mars 2017, a mandaté le Secrétariat général de la COI pour lancer, en lien avec le Conseil départemental de La Réunion, le Prix Indianocéanie, qui récompensera une œuvre inspirée de cet espace géographique, culturel, linguistique…, en tant que socle de référence partagé, lieu de réinvention du monde. Chaque édition sera parrainée par une personnalité du monde indianocéanique.

L'appel à écritures Indianocéanie est un appel à écrire des textes sans thème ni genre imposés. Il est néanmoins ouvert à l'expression littéraire comme aux essais portant sur des questionnements contemporains propres à cette région (Union des Comores, Madagascar, Maurice, Réunion, Seychelles).

Cet appel à écritures est ouvert à toute personne physique âgée de 18 ans et plus à la date de remise du manuscrit, résidant dans l'une des îles de l'Indianocéanie. Les membres du jury, du comité d'organisation et leur famille ne peuvent pas être candidats. Les contributions seront anonymes. Le candidat devra mentionner son identité exacte sur la fiche d'inscription dûment cachetée qu'il joindra à son dossier de candidature. L'usage d'un pseudonyme ou d'un nom d'emprunt est autorisé sous réserve que le candidat décline son identité véritable s'il est désigné lauréat, sous peine de renoncer à sa récompense.

Un dossier d'inscription ne pourra comprendre qu'une seule œuvre. Les candidats devront obligatoirement mentionner le genre de l'œuvre présentée (roman, essai, poésie, etc.). L'œuvre devra comporter un

minimum de 20 pages et un maximum de 100 pages, et pourra être présentée éventuellement sous forme de recueil de plusieurs textes. Elle comportera un titre et ne devra pas être signée. Le non-respect de l'anonymat entraînera la disqualification du candidat.
La langue des textes est le français, langue de communication de la Commission de l'océan Indien. L'œuvre doit être originale, inédite et individuelle. Elle ne doit pas avoir été déjà publiée ou primée.
Le dossier d'inscription complet et le règlement sont consultables et téléchargeables en ligne sur le site de la COI http://commissionoceanindien.org
Ces documents pourront aussi être retirés au Département de l'Education, Ministère de l'Education et du Développement des Ressources Humaines, Mont Fleuri, Mahé, Seychelles.

le mauricien
QUOTIDIEN INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

Prix Indianocéanie 2019

20 avril 2019

PRIX INDIANOCÉANIE

Deuxième édition : appel à écriture

La 2e édition du Prix Indianocéanie vient d'être lancée mercredi à Madagascar. Organisé par la Commission de l'océan Indien et l'Organisation internationale de La Francophonie, avec le soutien du Conseil départemental de La Réunion et de l'agence BlueSky, ce prix met à l'honneur l'expression littéraire francophone et est ouvert aux résidents majeurs des îles de l'Indianocéanie. La date limite pour les inscriptions et le dépôt des manuscrits est le 31 juillet à 16h30 (heure de Maurice).

L'Indianocéanie évoque l'appartenance à un espace commun aux Comores, à Madagascar, à Maurice, à La Réunion et aux Seychelles. Le Prix Indianocéanie récompense une œuvre originale et inédite inspirée de cet espace géographique, culturel, linguistique, en tant que socle de référence partagé et lieu de réinvention du monde. Aucun genre littéraire n'est imposé. Le prix est ouvert à l'expression littéraire comme aux romans, aux nouvelles, aux essais, pièces de théâtre, recueils de poésies, aux contes, etc., portant sur des questionnements contemporains propres à cette région (Union des Comores, Madagascar, Maurice, Réunion, Seychelles).

L'appel à écriture est ouvert à toute personne âgée de 18 ans et plus, à la date de remise du manuscrit, résidant dans l'une des îles de l'Indianocéanie. Les membres du jury, du comité d'organisation et leur famille ne peuvent être candidats. Un dossier d'inscription ne pourra comprendre qu'une seule œuvre, laquelle devra comporter un minimum de 40 pages et un maximum de 100 pages au format A4, être présentée sous forme de recueil de plusieurs textes. Elle comportera un titre et ne devra pas être signée. La langue des textes est le français, langue de communication de la Commission de l'océan Indien.

De plus, l'œuvre doit être originale, inédite et individuelle. Elle ne doit pas avoir été déjà publiée ou primée, ou soumise à l'édition précédente de l'appel à écriture. Le candidat fera parvenir un seul exemplaire de son œuvre. Le texte doit avoir une présentation soignée et être rédigé au format Word, avant d'être remis au format électronique ou sur feuillet A4 en impression recto/verso. L'œuvre ne doit comporter aucune illustration.

Le dossier d'inscription est disponible en ligne et téléchargeable sur le site de la Commission de l'océan Indien : www.commissionoceanindien.org. Il peut également être retiré au Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien, Blue Tower, 3e étage, rue de l'Institut, Ébène, Maurice, ou au ministère des Arts et de la Culture, 7e étage, Immeuble Rengasamy Seeneevassen, rue Maillard, Port-Louis, Maurice.

Les dossiers d'inscription peuvent être expédiés à la COI par voie électronique, voie postale ou par dépôt direct au siège de la Commission de l'océan Indien. Parmi les critères de décision, le jury prendra notamment en compte la qualité littéraire du texte, l'originalité des thèmes et la relation avec le monde indianocéanique.

Le Prix Indianocéanie comprendra une somme de 1 000 euros, qui sera remise au lauréat lors d'une remise de prix à Madagascar ou dans une autre île de l'Indianocéanie. Le déplacement et les frais de séjour pour la cérémonie de remise de prix du lauréat seront pris en charge par la COI. À savoir que le lauréat renonce à sa récompense s'il ne peut être présent le jour de la remise du prix. Le dossier d'inscription complet et le règlement sont consultables et téléchargeables en ligne sur le site de la COI (http://commissionoceanindien.org/accueil/).

Coopération régionale en matière de défense armée

26 avril 2019

https://lexpress.mg/26/04/2019/zone-sud-de-locean-indien-manoeuvre-militaire-internationale-a-

Zone sud de l'Océan Indien – Manœuvre militaire internationale à Diana

26 avril 2019 Raheriniaina 47 Vues 3 minute(s) pour lire



Des unités des armées des cinq pays du Sud de l'océan indien ont participé à la manœuvre Varatraza 2019.

Un exercice effectué par les cinq pays de l'océan Indien a eu lieu dans la Diana. Il a eu pour objectif de renforcer les liens de coopération et d'échanges entre les forces armées.

L'édition 2019 de l'exercice militaire multinational, baptisé « Varatraza 2019», organisé par les Forces armées dans la zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI) et l'Armée malgache, a officiellement pris fin mercredi à Antsiranana, après neuf jours de manœuvres dans plusieurs endroits de la Diana.

Cet exercice avait comme objectif de développer l'interopérabilité des forces armées des pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI) dans le cadre de la projection d'une force multilatérale rapidement disponible, en vue de répondre à une crise régionale et de valoriser les dimensions interalliées et interarmées.

Une grande cérémonie militaire s'est tenue sur la Place de l'Indépendance pour marquer cet évènement. La manœuvre, à la fois « interalliée » et « interarmée », est, d'une part, le résultat d'un partenariat entre les pays participants. Elle constitue, d'autre part, une occasion pour rappeler à la population et aux autorités civiles, tant malgaches qu'étrangères, les liens étroits qui unissent les pays de la zone Sud de l'océan Indien.

Multiples défis

C'était pour la première fois que cette place a été encombrée par presque mille deux cents militaires issus des forces de la zone océan Indien. En fait, cet exercice a vu la participation des militaires malgaches, français, seychellois, comoriens et mauriciens.

La cérémonie a débuté par la revue des troupes effectuée par des chefs militaires conduits par le vice-amiral Louis de Padou Ranaivoseheno, secrétaire général du ministère de la Défense nationale. Elle a été suivie par la prise de parole et s'est terminée par le défilé militaire. Mais, comme le temps dans la région a été influencé par la tempête tropicale modérée Kenneth, la pluie était aussi de la fête. Aucun avion n'a pu survoler la place. Mais le reste de la cérémonie s'est déroulé comme prévu, avec la participation des militaires du Groupe tactique interarmes composé de la légion étrangère, des 1er et 2e RFI, le 1 /RM7, de l'unité DLEM Mayotte, des Seychellois et des Mauriciens au défilé commandé par le colonel Johnson Ratolojanahary.
Le général de brigade Eric Vidaud, commandant supérieur des FAZSOI a mis un accent particulier sur l'importance de cet exercice. Selon lui, il concrétise des efforts pour préserver la sécurité et pour faire face aux multiples défis.

Le chef de l'état-major général de l'Armée malgache, le général de division Lucien Théophile Rakotonirina a tenu à remercier tous les participants à cet exercice.
« Vous avez tous déployé beaucoup de moyens dans le but de partager des expériences, d'échanger les savoir-faire, de renforcer les capacités opérationnelles de nos armées respectives dans le cadre de la coalition», a-t-il affirmé.

Coopération régionale en matière de défense armée

26 avril 2019

https://www.newsmada.com/2019/04/26/cooperation-militaire-regionale-manoeuvres-militaires-

Coopération militaire régionale: manœuvres militaires « Varatraza » à Antsiranana

Par Les Nouvelles sur 26/04/2019







Madagascar vient d'abriter des manœuvres militaires dans le cadre de la coopération des pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Les échanges d'expériences et le renforcement de capacités ont été au menu de l'opération.

Organisées du 15 mars au 2 avril dans le nord de Madagascar, les manœuvres militaires conjointes des pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI) dénommées « Varatraza 2019 » ont illustré la réussite de la coopération militaire dans la zone, en incluant les armées de terre, de mer et de l'air composées de 800 hommes. L'opération a pour objet l'amélioration des modes d'intervention des armées de la COI dans la résolution des crises régionales. Elle a aussi servi à démontrer l'état de la coopération régionale en matière de défense armée dans l'intérêt de la commission.

Le thème principal de l'opération a été cadré dans la simulation des cas possibles, nécessitant les interventions armées conjointes des pays membres, en collaboration avec des éléments des Forces armées de la zone sud de l'océan Indien, Fazsoi, unités de l'Armée française stationnées à La Réunion et à Mayotte.

« Telles manœuvres démontrent à la population et aux autorités des pays participants, l'existence de liens de solidarité et de cohésion armée existant entre ces pays de la région de l'océan Indien, en cas d'urgence particulièrement, par le déploiement sans concession de leurs logistiques respectifs », selon les responsables de l'opération qui a été menée de main de maître dans la région Diana.

Manou

Pour plus d'information :

http://madagascar.niooz.fr/cooperation-militaire-regionale-manoeuvres-militaires-varatraza-a-antsiranana-30810115.shtml

https://theworldnews.net/mg-news/zone-sud-de-l-ocean-indien-manoeuvre-militaire-internationale-a-diana

Les Seychelles testent des drones pour surveiller la pêche illégale, ce qui pourrait réduire les coûts

Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne



La surveillance des grandes zones marines sera effectuée à l'aide d'une combinaison de drones à courte et longue portée équipés d'une intelligence artificielle. (Don McCullough, Wikimedia Commons) Photo License: CC BY 2.0

(Seychelles News Agency) - Les pilotes de l'armée de l'air des Seychelles ont reçu une formation initiale sur l'utilisation de drones qui seront utilisés pour surveiller les activités de **pêche illégale** dans les eaux de la nation insulaire.

Une surveillance améliorée et des coûts réduits pourraient résulter de la nouvelle initiative.

La surveillance des activités de pêche se fera dans le cadre du projet "**FishGuard**" avec la coopération de l'Autorité de la pêche des Seychelles, de l'armée de l'air des Seychelles et des garde-côtes des Seychelles.

Les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, possèdent une vaste zone économique exclusive de 1,4 million de kilomètres carrés, ce qui représente un défi en matière de surveillance de la pêche illégale.

«Des véhicules sans pilote destinés à surveiller les pêcheries illégales sont déployés dans de nombreux endroits dans le monde et nous voulions en voir l'efficacité dans notre contexte», a déclaré Johnny Louys, responsable du contrôle et de la surveillance à l'autorité des pêches.

M. Louys a déclaré que le principal avantage était une réduction substantielle du coût de la surveillance et l'amélioration de la couverture des moyens de surveillance conventionnels.

Un **drone** est un aéronef sans pilote qui peut être contrôlé à distance ou qui peut voler de manière autonome via des plans de vol contrôlés par logiciel, associé à des capteurs embarqués et au système de positionnement global (GPS).

Il a ajouté que les partenaires du projet "espèrent également que cela réduira le temps de déploiement nécessaire pour répondre aux activités suspectes".

Actuellement, les autorités locales luttant contre les activités de pêche illégales, non réglementées et non déclarées utilisent des navires de patrouille et des aéronefs.

La Garde côtière soutient le projet en fournissant un navire pour le déploiement en mer des drones. L'autorité de l'aviation civile des Seychelles veillera au respect des exigences de sécurité et à l'obtention des autorisations de vol requises.

M. Louys a déclaré: «Le projet en est encore à la phase de test car nous avons rencontré des problèmes techniques avec les unités que nous espérions déployer pour le projet. Nous espérons résoudre ces problèmes techniques avec les unités et relancer les tests bientôt. ”

Une formation complémentaire pour les pilotes de l'armée de l'air aux Seychelles devrait avoir lieu une fois tous les étalonnages de l'équipement terminés.

Les vols d’essai n’ont pas abouti en raison de conditions météorologiques défavorables et il est prévu que les vols réussis commencent dans deux semaines, at-il ajouté.

FishGuard est l’invention de Badr Idrissi et de Younes Moumen, cofondateur d’ATLAN Space, une start-up technologique qui développe des véhicules aériens sans pilote à intelligence artificielle. Les drones sont programmés pour être autonomes et capables de prendre des décisions indépendantes sur la base des données collectées.

Le National Geographic a octroyé à ATLAN Space un partenariat avec son programme pilote "**FishGuard**". Les Seychelles fournissent uniquement un soutien logistique.

Trygg Mat Tracking, une entreprise d'analyse norvégienne à but non lucratif spécialisée dans la fourniture de renseignements et d'analyses sur la pêche aux pays pour la lutte contre la pêche illicite, soutiendra le programme pilote. La firme facilitera le transfert d'informations de l'autorité de pêche locale et des bases de données mondiales vers le drone.

GRID-Arendal est un autre partenaire pour la fourniture pertinentes de données d'observation de la Terre.